

Unité Interdépartementale 25-70-90

Besançon, le 03 juin 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



TRECIA (FAURECIA Systèmes d'Intérieur)

835 avenue Oehmichen - BP 52

25461 ETUPES

Références : UID257090/SPR/LL/CN 2022 – 0603E

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/05/2022 dans l'établissement TRECIA (FAURECIA Systèmes d'Intérieur) implanté 835 avenue Oehmichen BP 52 25461 ETUPES. L'inspection a été annoncée le 15/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRECIA (FAURECIA Systèmes d'Intérieur)
- 835 avenue Oehmichen BP 52 25461 ETUPES
- Code AIOT dans GUN : 0005900269
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'inspection a permis de contrôler l'ensemble du périmètre du site, des distances d'implantations et les mesures liées à la protection incendie ainsi qu'aux contrôles réglementaires. Les zones de production ont également été visitées, ainsi que le stockage de produits dangereux et de matières (intrants). Une partie documentaire importante a été réalisée sur les produits chimiques.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Produits chimiques
- Prévention du risque incendie
- Contrôles réglementaires

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Le site, plutôt encombré et malgré tout relativement bien tenu. Quelques aménagements et modifications de consignes d'exploitation sont nécessaires pour corriger certains points, mais cela relève de l'écart ponctuel et nécessite un suivi régulier. L'exploitant est conscient des impacts de son installation et est très volontaire dans l'amélioration de l'ensemble des conditions permettant une meilleure prévention des risques accidentels et environnementaux. Les suivis, pas toujours exhaustifs, sont existants et tenus à jour.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
VALEURS LIMITES DES FLUX DE POLLUANTS REJETES	Arrêté Préfectoral du 23/01/2012, article 3.2.5	/	Sans objet
PLAN DES RESEAUX	Arrêté Préfectoral du 23/01/2012, article 4.2.2	/	Sans objet
GESTION DES OUVRAGES DE TRAITEMENT : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT	Arrêté Préfectoral du 23/01/2012, article 4.3.3	/	Sans objet
Rejets dans le milieu naturel ou dans une station d'épuration colle...	Arrêté Préfectoral du 23/01/2012, article 4.3.9.1	/	Sans objet
INVENTAIRE DES SUBSTANCES OÙ PREPARATIONS DANGEREUSES PRESENTES DAN...	Arrêté Préfectoral du 23/01/2012, article 7.1.1	/	Sans objet
ZONAGE INTERNE A L'ETABLISSEMENT	Arrêté Préfectoral du 23/01/2012, article 7.1.2	/	Sans objet
RETENTIONS	Arrêté Préfectoral du 23/01/2012, article 7.5.3	/	Sans objet
PLAN DE GESTION DE SOLVANT	Arrêté Préfectoral du 23/01/2012, article 8.4.5	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Situation administrative	AP Complémentaire du 23/01/2012, article	/	Sans objet
ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU	Arrêté Préfectoral du 23/01/2012, article 4.1.1	/	Sans objet
VALEURS LIMITES D'EMERGENCE / NIVEAUX LIMITES DE BRUIT	Arrêté Préfectoral du 23/01/2012, article 6.2.1 / 6.2.2	/	Sans objet
INSTALLATIONS ELECTRIQUES - MISE A LA TERRE	Arrêté Préfectoral du 23/01/2012, article 7.2.3	/	Sans objet
ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION	Arrêté Préfectoral du 23/01/2012, article 7.6.2	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
RESSOURCES EN EAU ET MOUSSE	Arrêté Préfectoral du 23/01/2012, article 7.6.2	/	Sans objet
REGLES D'IMPLANTATION	Arrêté Préfectoral du 23/01/2012, article 8.5.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence quelques lacunes dans le suivi des produits chimiques (inventaire, COVNM, PGS notamment), domaine principal d'activité de l'exploitant. Par ailleurs, certains entretiens réglementaires essentiels ne sont pas effectués (séparateurs hydrocarbures) et il convient d'y remédier très rapidement (les mesures des rejets aqueux étant cependant bonnes sur ces points). Les autres suivis sont menés rigoureusement. Les autres points non-conformes relèvent d'avantages d'écarts ponctuels liés à des consignes d'exploitation.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 23/01/2012, article
Thème(s) : Situation administrative, Contrôle documentaire
Prescription contrôlée : Situation administrative et tableau des rubriques (Cf. AP)
<p>Constats :</p> <p>La situation de l'installation vis à vis des rubriques exploitées est globalement bonne à l'exception de la rubrique 2940 (dont la nomenclature a été modifiée depuis). L'exploitant a déposé un porteur à connaissance et un autre dossier d'enregistrement est toujours attendu depuis le projet de mise en demeure de 2019.</p> <p>Afin d'être cohérent avec le régime de l'établissement, l'ensemble des données attendues devront être formalisées dans un porteur à connaissance, reprenant le contenu du dossier d'enregistrement et l'ensemble des modifications intervenues récemment et prévisibles dans un horizon deux ans pour préparer un nouvel APC. Un point exhaustif sur les rubriques et les valeurs autorisées est également nécessaire.</p> <p>Il est également demandé à l'exploitant de s'assurer que les textes actuellement applicables à l'installation soient toujours d'actualité, et dans le cas contraire, d'ajouter dans ce porteur à connaissance les demandes de modifications de prescriptions qui seraient inadaptées et de les justifier. Ce porteur à connaissance est attendu pour le 3e trimestre 2022.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : VALEURS LIMITES DES FLUX DE POLLUANTS REJETES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2012, article 3.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle documentaire
Prescription contrôlée : On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes : (cf. tableau AP). Le flux annuel des émissions diffuses de composés organiques volatils non méthaniques (COVNM} ne doit pas dépasser 20 % de la quantité de solvants utilisée. Pour la détermination des flux, les émissions canalisées et les émissions diffuses sont prises en compte.
Constats : L'exploitant a présenté le rapport de Bureau Véritas du 11/03/22. Les VLE pour chaque machine sont conformes à l'exceptions de 3 encolleuses pour lesquelles la valeur de la vitesse d'éjection des fumées n'est pas conforme (vitesse inférieur à l'attendue à 5,55 ; 5,36 et 6,96 pour 7 m/s attendu). Le flux annuel des COVNM n'a pas pu être présenté.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2012, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle documentaire
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisées dans les quantités suivantes : Prélèvement maximal annuel (m3) : 4400 (au total) 440 (eau industrielle) Débit maximal (m3) journalier : 20 (au total) 2 (eau industrielle)
Constats : L'exploitant présente un suivi des volumes d'eau consommés : Pour 2019 : 6603 m3 au total dont 5265 m3 pour l'eau industrielle Pour 2020 : 2952 m3 au total dont 1813 m3 pour l'eau industrielle Pour 2021 : 2387 m3 au total dont 1299 m3 pour l'eau industrielle L'exploitant explique que le dépassement de 2019 est lié à une incapacité de traitement des boues nécessitant leur évacuation chaque semaine et la recharge en eau du process de traitement. Le problème a depuis été résolu comme en attestent les valeurs des deux dernières années. Concernant l'utilisation de l'eau industrielle, la consommation est très largement supérieure à la prescription, qui semble inadaptée. Les rejets associés pourraient également être partiellement réutilisés, dans un ordre de grandeur de 45% maximum.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : PLAN DES RESEAUX

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2012, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle documentaire
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des Installations Classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...),- les secteurs collectés et les réseaux associés,- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : Aucun plan des réseaux n'est disponible. Il est demandé à l'exploitant de faire le nécessaire sous 1 mois pour présenter un plan des réseaux à l'Inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : GESTION DES OUVRAGES DE TRAITEMENT : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2012, article 4.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle documentaire
Prescription contrôlée : [...] Les dispositifs débourbeurs séparateurs d'hydrocarbures destinés à traiter les eaux de ruissellement susceptibles d'être polluées sont dimensionnés en fonction des volumes d'eau drainés sur les surfaces considérées et des précipitations moyennes de la région. Ces dispositifs sont équipés d'un obturateur automatique. Ces dispositifs doivent être fréquemment visités, maintenus en permanence en bon état de fonctionnement et débarrassés aussi souvent que nécessaire des boues et des huiles retenues qui doivent être éliminées comme il est dit à l'article 5.1.4 du présent arrêté.
Constats : Le site dispose de 4 séparateurs d'hydrocarbures. L'entretien n'a pas été effectué en 2021 et l'exploitant ne dispose pas des BSD des années précédentes. Il est demandé à l'exploitant de faire le nécessaire pour l'entretien de ses dispositifs de traitement et de transmettre les BSD et justificatifs à l'inspection sous 1 mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rejets dans le milieu naturel ou dans une station d'épuration colle...

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2012, article 4.3.9.1
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle sur site
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies. Cf. tableau AP
Constats : L'exploitant a présenté le rapport d'analyse des rejets aqueux du 02/05/22 par l'Apave. Le rapport fait apparaître deux paramètres non conformes : <ul style="list-style-type: none">• DCO (point EP5) : 214 mg/l pour 125 mg/l• MES (point EP5) : 350 mg/l pour 35 mg/l Par sondage, point EP2 : <ul style="list-style-type: none">• HCT : <0,125 mg/l pour 10 mg/l• MES : 8 mg/l pour 35 mg/l Le précédent rapport date du 12/02/21 et ne fait apparaître aucune non-conformité.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : VALEURS LIMITES D'EMERGENCE / NIVEAUX LIMITES DE BRUIT

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2012, article 6.2.1 / 6.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle documentaire
Prescription contrôlée : Conformément à l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997, les émissions sonores engendrées par les installations ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs suivantes : Cf. Tableau AP. Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée. Cf. Tableau AP
Constats : Le dernier rapport date du 27/03/2020 par l'Apave. Le rapport est conforme à l'exception d'un seul point en limite de forêt dont l'organisme de mesure a considéré qu'il ne pouvait pas placer ses appareils sur la nouvelle limite de propriété.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : INVENTAIRE DES SUBSTANCES OÙ PREPARATIONS DANGEREUSES PRESENTES DAN...

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2012, article 71.1
Thème(s) : Produits chimiques, Contrôle documentaire
Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des Installations Classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation. L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R. 23-53 du code du travail.
Constats : L'exploitant a présenté un tableau de synthèse de l'ensemble de ses produits chimiques, mais ce dernier ne permet pas de connaître la quantité détenue de chaque produit. Aucun plan général des stockages n'est disponible. Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour l'inventaire et de produire un plan général des stockages et de le transmettre à l'inspection sous 1 mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : ZONAGE INTERNE A L'ETABLISSEMENT

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2012, article 71.2
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées où d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente où semi-permanente. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent. Le local de stockage de liquides ou matières inflammables ou explosibles doit être ventilé efficacement afin de dissiper rapidement toute éventuelle atmosphère explosive. Un système doit couper automatiquement la ventilation mécanique de ce local en cas de détection incendie dans ce local ou dans le local de stockage des matières premières (POE). Les locaux de charge des accumulateurs sont ventilés efficacement afin de dissiper rapidement toute éventuelle atmosphère explosive. Un système doit couper automatiquement la ventilation mécanique des locaux et la charge des batteries en cas de détection incendie dans la zone.
Constats : Un plan des zones à risque a été présenté. Il ne fait pas apparaître les zones à risques d'émanations toxiques. Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour son plan sous un mois et de le transmettre à l'inspection, ainsi que d'apporter les éléments permettant de déterminer si la ventilation mécanique du local des produits dangereux est automatiquement arrêtée en cas de détection incendie. Les batteries utilisées sont désormais au gel et ne dégagent plus d'H ₂ . La prescription pourra éventuellement être modifiée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : INSTALLATIONS ELECTRIQUES - MISE A LA TERRE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2012, article 7.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. [...]
Constats : Le rapport Q18 du 14/10/2021 par Bureau Veritas a été contrôlé. Il n'appelle pas d'observation. Le rapport de vérifications des installations électriques date du 19/10/2021. 25 NC ont été relevées dont plusieurs sont récurrentes depuis plusieurs années. L'exploitant indique assurer le suivi dans un tableur et priorise les interventions en fonction de la gravité. Une partie des NC est sous-traitée pour remise en conformité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : RETENTIONS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2012, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle sur site
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• 100 % de la capacité du plus grand réservoir,• 50 % de la capacité des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none">• dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,• dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l. <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.</p> <p>Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.</p> <p>Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.</p> <p>Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.</p> <p>Constats : Lors de l'inspection, le principal local de stockage des produits chimiques a été visité. Il se trouve sur rétention.</p> <p>La zone extérieure de stockage des huiles et solvants, sous abri, a également été contrôlée. Chaque rack se trouve sur une rétention suffisamment dimensionnée.</p> <p>Par contre, certaines rétentions ne sont pas sous abri et donc remplies d'eau (cf. planche photographique), ne pouvant donc remplir leur fonction de façon satisfaisante. Par ailleurs, plusieurs contenants ne sont pas sur rétention.</p> <p>L'absorbant disponible est partiellement vide et détrempé par les intempéries.</p> <p>Aucun autre contenant n'a pu être observé lors de l'inspection.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de faire le nécessaire sous 1 mois pour mettre en conformité les rétentions et placer l'ensemble des contenants sur rétentions, pour identifier chaque contenant avec le produit contenu et les risques associés et mettre en place de l'absorbant ou un kit anti-pollution. Les justificatifs (photos) devront être transmis à l'inspection.</p> <p>il est également suggéré à l'exploitant de vérifier la compatibilité des produits placés sur la même rétention et d'afficher le tableau de compatibilité à chaque endroit de stockage de produits chimiques.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : ENTRETIEN DES MOYENS D'INTERVENTION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2012, article 7.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle sur site
Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les prises d'eau doivent être armées et faire l'objet d'essais de débit et de pression annuels. De même, le réseau de sprincklers fera l'objet de contrôles périodiques, hebdomadaires pour les pompes et semestriels pour les essais de pressions. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : Les rapports de contrôles des extincteurs et des RIA ont été présentés, ils datent du 14/04/2022 par Desautel. Le rapport de contrôle des exutoires date du 19/08/2021 par ESSEMES. Les contrôles précédents des extincteurs et RIA datent du 20/04/2021. Ces rapports n'appellent pas d'observations.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : RESSOURCES EN EAU ET MOUSSE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2012, article 7.6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle sur site
Prescription contrôlée : Les canalisations constituant le réseau d'incendie doivent être indépendantes du réseau d'eau industrielle. Leurs sections sont calculées pour obtenir les débits et les pressions nécessaires. L'exploitant dispose a minima : <ul style="list-style-type: none">• d'extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles, des presses de thermocompression et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;• de robinets d'incendie armés disposés dans les locaux, à proximité des issues, et couvrant l'ensemble du site ;• ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Ils sont protégés contre le gel ;• d'un système d'extinction d'incendie au CO2 à proximité des presses de thermocompression déclenché directement par l'opérateur en cas d'urgence ;• d'un système de protection par sprinkler de certaines installations à risque spécifique (thermogainage, découpe laser, découpe jet d'eau et broyeur de déchets plastiques) ;• d'une réserve d'eau constituée au minimum 555 m³ associée à un système d'extinction automatique d'incendie de type sprinklage, garantie pour une période d'une heure 30 en toute circonstance, conformément aux exigences de la règle APSAD R1, cette réserve d'eau réalimentée par l'eau de ville, alimente le réseau sprinkler couvrant l'ensemble des locaux, à l'exception du chapiteau réglementé par les articles 8.5.2 et 8.5.1 ;• d'une défense extérieure permettant d'atteindre un débit de 420 m³/h par :<ul style="list-style-type: none">◦ 3 poteaux d'incendie normalisés NFS 61 213, implantés conformément à la norme NFS 62 200 pouvant fournir un débit de 2000 l/min simultanément, sous une pression minimale de 1 bar durant 2 heures, situés à moins de 200 mètres de la partie de l'établissement la plus éloignée, mesurée en empruntant les voies accessibles en tout temps aux moyens de secours et à plus de 30 mètres du risque, ou tout autre dispositif jugé équivalent par le SDIS ;◦ 2 poteaux d'incendie normalisés NFS 61 218, implantés conformément à la norme NFS 62 200 pouvant fournir un débit de 2000 l/min simultanément, sous une pression minimale de 1 bar durant 2 heures, situés à moins de 400 mètres de la partie de l'établissement la plus éloignée, mesurée en empruntant les voies accessibles en tout temps aux moyens de secours et à plus de 30 mètres du risque, ou tout autre dispositif jugé équivalent par le SDIS.• de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours. Le personnel doit être formé à la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours contre l'incendie. L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.
Constats : L'exploitant assure ses essais des poteaux incendie (essais en date du 03/03/21 par Bureau Véritas). Les valeurs sont conformes (7 bars minimum en statique et 150 m³ minimum de débit à 3 bars). Le contrôle sur site a permis de s'assurer de la présence d'extincteurs et de sprinklage, ainsi que des réserves d'eau. L'exploitant déclare former ses intervenants à la manipulation d'extincteurs ainsi qu'à l'utilisation des RIA. L'éloignement des poteaux d'incendie n'a pas été vérifié.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : PLAN DE GESTION DE SOLVANT

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2012, article 8.4.5
Thème(s) : Produits chimiques, Contrôle documentaire
Prescription contrôlée : Lorsque la consommation de solvant de l'installation est supérieure à une tonne/an, l'exploitant met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est établi au minimum tous les ans et transmis à l'inspection des installations classées, ainsi que tout justificatif concernant la consommation de solvant (factures, nom des fournisseurs..).
Constats : L'exploitant présente un suivi des solvants utilisés indiquant que le volume utilisé sur les 12 derniers mois est de 2,6 tonnes. Le PGS est donc nécessaire. Le PGS présenté ne semble pas indiquer l'ensemble des données attendues (pas de solvants dans les pièces produites ni d'émissions diffuses, valeurs négatives pour l'intitulé impuretés ou résidus dans les produits). Il est demandé à l'exploitant de mettre à jour le PGS et de le transmettre à l'Inspection sous 1 mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : REGLES D'IMPLANTATION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2012, article 8.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle sur site
Prescription contrôlée : L'installation doit être implantée à une distance d'au moins 15 mètres des limites de propriété. Cette distance peut être ramenée à 10 mètres si l'installation respecte au moins l'une des conditions suivantes : -« elle est équipée d'un système d'extinction automatique d'incendie de type sprinklage, * elle est séparée des limites de propriété par un mur REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures), dépassant, le cas échéant, d'au moins 1 mètre en toiture et de 0,5 mètre latéralement et dont les portes sont REI 60 (coupe-feu de degré 1 heure), munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique.
Constats : Le tour du périmètre a été effectué, permettant de vérifier l'implantation des structures par rapport aux limites de propriété. La partie du site la plus proche des limites est à moins de 15m mais à plus de 10m et est équipée de sprinklage sur le auvent extérieur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

ANNEXE : PLANCHE PHOTOGRAPHIQUE



Rétention extérieur emplie d'eau et contenant non clairement identifié.



Contenants qui ne sont pas systématiquement identifiés et présence d'un absorbant humide et quasi vide sans moyen de l'utiliser (pelle...).



Fûts de produits chimiques partiellement remplis en extérieur et sans rétention